

PRÉPARATION CONCOURS « A » - IPAG de NANTES
Année universitaire 2023-2024

DROIT CONSTITUTIONNEL

Plan du cours de Thibaut de BERRANGER (40 heures)

Chapitre 1- Données fondamentales théoriques et historiques sur le droit constitutionnel

Section 1- Théorie générale de l'État

§1- L'État (l'institutionnalisation du pouvoir politique)

A. le pouvoir politique

1°- Les acteurs : la distinction gouvernants/gouvernés : effectivité et légitimité

2°- Les moyens : pouvoir politique et contrainte

3°- La finalité : en quoi un pouvoir peut-il être qualifié de « politique » ? : la souveraineté

B. l'État (notion et fonctions)

1°- Élément démographique : la population de l'État : la Nation

2°- Élément géographique : le territoire de l'État : les frontières

3°- Élément structurel : le gouvernement souverain de l'État : la croissance de l'appareil gouvernemental et administratif

C. les formes de l'État (unitaires ou composées)

1°- Formes unitaires

a) délocalisation

b) déconcentration

c) décentralisation

2°- Formes composées

a) étroite : l'État fédéral

- théorie de l'État fédéral (les principes)

- pratique de l'État fédéral (la mise en œuvre)

b) souples : union personnelle, union réelle, confédération

3°- L'originalité de l'Union européenne

§ 2- La souveraineté (la question du titulaire du pouvoir dans l'État)

A. un débat théorique typiquement français : souveraineté nationale / souveraineté populaire

1°- Position du problème

2°- La réponse de Siéyès : la souveraineté nationale

3°- La réponse de Rousseau : la souveraineté populaire

B. les enjeux pratiques : la participation du citoyen au pouvoir politique (représentation, modes de scrutin, référendum). Voir tableau comparatif.

C. le bilan

§ 3- La Constitution (le statut de l'État)

A. la notion de Constitution

1°- Le sens formel et le passage de la règle coutumière à la règle écrite

2°- Le sens matériel (la constitution politique, la constitution sociale ou philosophique)

B. l'élaboration et la révision de la Constitution

1°- La mise en œuvre du pouvoir constituant originaire

2°- La mise en œuvre du pouvoir constituant dérivé

C. l'autorité de la Constitution

§ 4- La séparation des pouvoirs

A. la doctrine de la séparation des pouvoirs

B. les applications de la doctrine : régime présidentiel ou régime parlementaire ?

1°- l'interprétation stricte et le régime présidentiel

2°- l'interprétation souple et les régimes parlementaires

Section 2- Aperçu de l'histoire constitutionnelle française

§ 1- De l'Ancien Régime à 1870 : l'ère des grands choix (traité dans le recueil de documents)

§ 2- La Troisième République : la République des notables et l'enracinement républicain

A. naissance et formation : le compromis Monarchie / République

B. cadre institutionnel : le régime parlementaire dualiste

C. évolution du régime : le déséquilibre au profit du Parlement

§ 3- La Quatrième République : la République des partis et l'échec du « parlementarisme à la française »

A. naissance et formation : une genèse difficile

B. cadre institutionnel : le régime parlementaire supposé rationalisé

C. évolution : la poursuite du régime d'assemblée

Chapitre 2- La mise en place de la V^{ème} République

Section 1- Chronologie de la crise politique de 1958

1. les événements de mai-juin 1958 et l'agonie de la IV^{ème} République
 - le « décor » politique
 - l'impuissance du système partisan face aux événements d'Algérie
 - la crise des institutions
2. l'appel au Général DE GAULLE
 - A. De Gaulle et la 4^{ème} République
 - B. Les conditions politiques du retour du Général De Gaulle
 - C. Les conditions juridiques mises à ce retour

Section 2- Les éléments du choix constitutionnel

1. les idées du Général DE GAULLE : légitimité de l'Etat et arbitrage national
 - A. L'Etat et la légitimité : l'intérêt national, valeur suprême
 - B. La mise en place d'un arbitrage de l'intérêt national
 - 1- L'hostilité aux partis politiques
 - 2- Le rôle du chef de l'Etat
 - C. Les autres idées constitutionnelles du Général
 - 1- sur le Parlement
 - 2- sur le Gouvernement
2. les idées de Michel DEBRE : la « voie étroite du régime parlementaire rénové »
 - A. Démocratie et majorité
 - 1- le cadre de la démocratie est la Nation
 - 2- la règle de fonctionnement démocratique est celle de la majorité
 - 3- le moyen de la démocratie majoritaire est le scrutin majoritaire
 - B. Le choix du régime parlementaire rationalisé
 - 1- les raisons de ce choix
 - 2- les modalités de la rationalisation
 - 3- la place du Président de la République
3. l'apport des anciens de la IV^{ème} République : les leçons de l'expérience
 - 1- la mise en place d'un domaine de la loi
 - 2- la réorganisation des conditions de mise en œuvre de la responsabilité gouvernementale
 - 3- la réforme du droit de dissolution

Section 3- L'élaboration et l'adoption de la Constitution du 4 octobre 1958

1. L'encadrement du travail constituant (LC 3 juin 1958)
 - A- Sur le fond
 - B- Sur la forme
2. Les différentes phases de l'écriture de la Constitution
 - 1- Rédaction d'un avant-projet de Constitution

- 2- Soumission de l'avant-projet au CCC
- 3- Avis du Conseil d'Etat et adoption du projet définitif
- 4- Adoption du projet par référendum
- 5- Installation des institutions de la nouvelle République
3. Les caractéristiques de l'élaboration de cette Constitution
 - Rapidité
 - Secret
 - Domination exécutive

Chapitre 3- L'exercice de la souveraineté : le pouvoir de suffrage

- Financement des partis politiques
- Article C.3

Section 1- L'élection de représentants

1. Les parlementaires (députés et sénateurs)
 - A- Les élections législatives
 - 1- Rappel : qui peut être électeur et éligible ?
 - 2- Rappel : quel est le mode de scrutin ?
 - 3- Comment est réglementée la campagne électorale ? (rôle des AAI)
 - a) réglementation de la propagande
 - b) réglementation des sondages
 - c) réglementation du financement (tableau)
 - B- Les élections sénatoriales
 - 1- modalités
 - 2- analyse du système électoral sénatorial
2. Le Président de la République
 - 1- Le système initial et son évolution (1958-1962)
 - 2- La sélection des candidats
 - 3- Eléments de réglementation de la campagne
 - 4- Le mode de scrutin

Section 2- Les votations référendaires

1. Les différents types de référendum
 - A- Typologie
 - B- Le référendum législatif (C.11)
 - C- Le référendum constituant dérivé (C.89)
2. La place du référendum en France et le débat sur le R.I.C.

Conclusion :

- Le règlement des contestations électorales
- Le bilan des manifestations du pouvoir de suffrage

Chapitre 4- Le bicéphalisme du pouvoir exécutif : qui dirige la politique de la Nation ?

Introduction générale de l'exécutif :

1°- définition – terminologie

2°- la structure de l'exécutif : bicéphalisme et dualisme de l'exécutif

3°- distinction compétence/légitimité

Section 1- Le Président de la République : la « clef de voûte des institutions »

1. Le statut du Président de la République
 - A. durée du mandat présidentiel : de 7 à 5 ans
 - B. irresponsabilité présidentielle
 - 1- les actes accomplis en tant que PR
 - 2- les actes sans lien avec la fonction présidentielle

2. La mission générale du Président de la République : article C.5 et arbitrage
3. Les compétences du Président de la République (art. C.19)
 - A. pouvoirs propres (art. C.19) : 8 al. 1^{er}, 11, 12, 16, 18, 56, 54 et 61
 - B. pouvoirs partagés
 - 1- nomination et fin des fonctions des autres membres du Gouvernement
 - 2- nominations
 - 3-pouvoir réglementaire
 - 4-défense nationale et affaires étrangères

Section 2- Le Gouvernement : l'organe d'action

1. La mission générale du Gouvernement : bref commentaire de l'article C.20
2. Le chef du Gouvernement : le Premier Ministre
 - A- le Premier ministre doit-il être considéré comme le chef du Gouvernement ?
 - B- conciliation de la primauté du PM avec la collégialité gouvernementale
3. Les autres membres du Gouvernement : la fonction ministérielle
 - A- L'incompatibilité de l'art. C.23
 - B- Le travail du ministre

Section 3- L'articulation des deux composantes : « un exécutif à géométrie variable », selon le contexte politico-majoritaire

Chapitre 5- Le Parlement : le desserrement récent et relatif de l'étau de la rationalisation

Introduction :

- observation terminologique : représentation et délibération
- annonce du plan

Section 1- La question de la place du Parlement dans les institutions de la 5^{ème} République

- 1- Les causes de l'affaiblissement parlementaire :
 - L'équilibre général de la V^{ème} République : les règles juridiques ou le parlementarisme rationalisé ET le phénomène majoritaire
 - La décentralisation
 - L'insertion de la V^{ème} République dans la construction européenne
- 2- Les possibles remèdes :
 - Le Rapport Vedel (15.02.1993) et ses suites
 - Le Rapport Balladur (30.10.2007) et ses suites
 - La réflexion se poursuit (Rapports Jospin ; Bartolone-Winock, actualité ...)

Section 2- Le statut des parlementaires et l'organisation du Parlement

- 1- Le statut des parlementaires (deux tableaux)
 - A- Protection des élus à l'égard du pouvoir exécutif
 - 1- Les incompatibilités parlementaires
 - a) Avec certaines fonctions
 - b) Avec certains mandats
 - 2- Les immunités parlementaires
 - a) Irresponsabilité
 - b) Inviolabilité
 - B- Protection des élus à l'égard du pouvoir économique
 - 1- Incompatibilités avec l'exercice de certaines activités
 - 2- Situation matérielle des parlementaires
- 2- La structure du Parlement
 - 1- Le bicamérisme
 - 2- La session parlementaire
 - 3- Le bureau
 - 4- Les commissions

Section 3- L'évolution de la rationalisation de la fonction législative

- 1- La question du domaine de la loi
 - A- La situation des rapports loi/règlement avant 1958
 - 1- Le légicentrisme tiré de Rousseau et de son Contrat Social
 - 2- Les conséquences
 - B- La réorganisation des rapports loi/règlement opérée par les articles C.34 et 37
 - 1- Le maintien du critère organique
 - 2- L'ajout d'un critère matériel
 - 3- La surveillance juridictionnelle de la nouvelle frontière loi/règlement
 - a) Rôle du Conseil d'Etat
 - b) Rôle du Conseil constitutionnel
 - C-La procédure des ordonnances de l'article C.38
- 2- L'élaboration de la loi
 - A- Les acteurs de la procédure législative
 - 1- Les acteurs exécutifs : PR, PM, ministres, Administration
 - 2- Les acteurs parlementaires : les membres du Parlement, l'institution parlementaire
 - 3- Les acteurs consultatifs : CE, Cons. const., CESE
 - B- Les différentes phases de la procédure législative ordinaire
 - 1- L'initiative des lois : PJ / PP
 - 2- Dépôt sur le bureau d'une assemblée
 - 3- Examen en commission
 - 4- Inscription à l'ordre du jour
 - 5- Délibération en séance publique
 - a) Discussion générale
 - b) Discussion article par article
 - c) Vote sur l'ensemble du texte
 - d) Navette (bicamérisme)
 - 6- Phase de promulgation et d'exécution de la loi
 - C- L'existence de procédures législatives particulières
 - Lois budgétaires
 - Lois organiques
 - Lois constitutionnelles
 - Lois autorisant la ratification d'engagements internationaux

Section 4- L'évolution de la rationalisation de la fonction de contrôle

- 1- Le contrôle-information
 - A- Les questions écrites
 - B- Les questions orales
 - C- Les questions au Gouvernement
 - D- Les commissions parlementaires
 - E- Le contrôle de la construction européenne
- 2- Le contrôle-sanction (responsabilité gouvernementale)
 - A- La question de confiance (art.C.49-1)
 - B- La motion de censure spontanée (art.C.49-2)
 - C- La motion de censure provoquée (art.C.49-3)
 - D- Les relations avec le Sénat (art.C.49-4 + C.50-1)
 - E- Le cas particulier de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement (art. C. 68-1 à C. 68-3)

Chapitre 6- Le pouvoir sous le contrôle du juge : les garanties de l'État de droit et le renforcement de la justice constitutionnelle

- Introduction : L'autorité judiciaire
- La dualité des ordres de juridiction (le rôle de la juridiction administrative)
 - L'inexistence du « pouvoir » judiciaire

Section 1- L'origine du Conseil constitutionnel

§1-Originie historique : une création « révolutionnaire » du constituant de 1958

§2-Originie organique : composition
-membres de droit
-membres nommés

Section 2- Les compétences du Conseil constitutionnel

introduction : -diversité des compétences du Conseil constitutionnel
-le contrôle de constitutionnalité

1-Comment le Conseil constitutionnel est-il saisi ?

A- La saisine *a priori* par des autorités politiques

- 1- Saisine *a priori* obligatoire
- 2- Saisine *a priori* facultative

B- La saisine *a posteriori* par le citoyen : la question prioritaire de constitutionnalité ou *QPC*

- 1- Position du problème
- 2- Solution du problème

2-De quoi le Conseil constitutionnel est-il saisi ?

- A- *A priori*
B- *A posteriori*

3-Quelles sont les normes de référence du contrôle de constitutionnalité ?

4-Quelles décisions le Conseil constitutionnel peut-il rendre ?

- A- *A priori*
B- *A posteriori*

Section 3- L'autorité du Conseil constitutionnel

Orientations bibliographiques

Les manuels :

Ils sont extrêmement nombreux dans cette matière (une vingtaine). On signalera cependant, de manière forcément arbitraire, les ouvrages suivants :

- Ph. ARDANT et B. MATHIEU, « Droit constitutionnel et Institutions politiques », *LGDJ*, coll. Manuels.

- **T. de BERRANGER et M de VILLIERS (sous leur direction)**, H.-M. CRUCIS, A.-C. DUFOUR, C. EUDE-GUIAS, G. EVEILLARD, N. HUTEN, Y. LE GALL et E. MONDIELLI, « Manuel de Droit Public Général », *Lexis Nexis*, **8^{ème} édition, octobre 2020**.

N.B. : Cet ouvrage couvre les programmes des études juridiques et des concours administratifs dans les matières suivantes : droit constitutionnel, droit administratif et institutions administratives, finances publiques, droit fiscal, institutions de l'Union européenne.

- D. CHAGNOLLAUD de SABOURET, « Droit constitutionnel contemporain : Théorie générale – Régimes étrangers – Histoire » (Tome 1) ; et « Droit constitutionnel contemporain : La Constitution de la V^{ème} République » (Tome 2), *Dalloz Sirey*, coll. Cours.

- B. CHANTEBOUT, « Droit constitutionnel », *Dalloz Sirey*, coll. U.

- M.-A. COHENDET, « Droit constitutionnel », *LGDJ*, coll. Cours.

- J. et J.-E. GICQUEL, « Droit constitutionnel et institutions politiques », Précis Domat, *Montchrestien*.

- O. GOHIN, « Droit constitutionnel », *Lexis Nexis*, coll. Manuels.

- F. HAMON et M. TROPER, « Droit constitutionnel », *LGDJ*, coll. Manuels.

- J.-P. JACQUE, « Droit constitutionnel et Institutions politiques », *Dalloz*.

- P. PACTET et F. MELIN-SOUCRAMANIEN, « Droit constitutionnel », *Dalloz Sirey*, coll. U.

- H. PORTELLI, « Droit constitutionnel », *Dalloz*, coll. Hyper Cours.

Les ouvrages spécialisés :

- sur les sources philosophiques du droit constitutionnel :

.Ph. BRAUD et F. BURDEAU, « Histoire des idées politiques depuis la Révolution », *Montchrestien*.

.J.J. CHEVALLIER, « Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours », *A. Colin*.

- sur l'histoire constitutionnelle :

.D. CHAGNOLLAUD, « Histoire constitutionnelle et politique de la France (1789-1958) », *Dalloz*, coll. Cours.

.J.J. CHEVALLIER, « Histoire des institutions et des régimes politiques de la France de 1789 à 1958 », *Dalloz*, coll. Classic.

.J. GODECHOT et H. FAUPIN, « Les constitutions de la France depuis 1789 », *Garnier-Flammarion*.

.M. MORABITO, « Histoire constitutionnelle de la France de 1789 à nos jours », *LGDJ*, coll. Précis Domat.

- sur la V^{ème} République :

.B. CHANTEBOUT, « Brève histoire politique et institutionnelle de la V^{ème} République », *A. Colin*, coll. U.

.J.-J. CHEVALLIER, G. CARCASSONNE, O. DUHAMEL et J. BENETTI, « Histoire de la V^{ème} République 1958-2017 », *Dalloz-Sirey*, coll. Classic.

.Th. S. RENOUX, M. de VILLIERS et X. MAGNON (dir.), avec notamment la collaboration de Th. de BERRANGER, K. FOUCHER et E. GHERARDI, « Code constitutionnel 2021 », **10^{ème} édition, novembre 2020**, ed. *LexisNexis*.

Les instruments d'aide au travail de l'étudiant :

- dictionnaires et lexiques :

.P. AVRIL et J. GICQUEL, « Lexique de Droit constitutionnel », *PUF*, coll. Que Sais-je ?

.G. CARCASSONNE et M. GUILLAUME, « La Constitution », *Seuil*, coll. Points.

.M. de VILLIERS et A. LE DIVELLEC, « Dictionnaire de droit constitutionnel », *Sirey*.

- préparation aux exercices de contrôle continu et d'examen terminal :

.P. BLACHER, « T.D. de Droit constitutionnel », *Lexis Nexis*, coll. Objectif Droit.

.A. HAQUET, « Droit constitutionnel en 11 thèmes », *Dalloz*.

.J.-C. MASCLET et J.-P. VALETTE, « Méthodologie du droit constitutionnel », *Ellipses*.

.Annales *Dalloz* de Droit constitutionnel, Méthodologie et Sujets corrigés (édition annuelle depuis 1991).

- enfin, il faut souligner la très grande utilité pour un étudiant de l'enseignement supérieur de **lire (numérique ou papier) régulièrement un quotidien national** : le droit est une matière vivante !

- N.B. : la plupart de ces ouvrages étant tous assez fréquemment réédités, il convient donc de se procurer ou de travailler dans l'édition la plus récente.